



**DIRECTION DEPARTEMENTALE
DE LA COHESION SOCIALE DE LA GIRONDE**

SCE JEUNESSE FAMILLE SPORTS ET ASSOCIATIONS

Espace Rodesse

103 bis rue Belleville - CS 61693

33062 BORDEAUX CEDEX

05.57.01.91.73 OU 77

Le numéro W491004750

est à rappeler dans toute
correspondance

Récépissé de Déclaration de MODIFICATION

de l'association n° W491004750

Ancienne référence

de l'association :

0491013650

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

D.D.C.S. DE LA GIRONDE

donne récépissé à **Madame la Présidente**

d'une déclaration en date du : **06 mars 2014**

faisant connaître le(s) changement(s) suivant(s) :

SIEGE

dans l'association dont le titre est :

COMITE DES USAGES MUTUALISES DU NUMERIQUE POUR L'ENSEIGNEMENT - CUME

dont le nouveau siège social est situé : 38 rue Grangeneuve
33000 Bordeaux

Décision(s) prise(s) le(s) : **03 mars 2014**

Pièces fournies : Procès-verbal

Pour le préfet de la Gironde,
et par délégation, pour la
D.D.C.S.

Bordeaux, le 12 mars 2014

LE PREFET,

Philippe GASNIER

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5,6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.

Les modifications et changements seront, en outre, consignés sur un registre spécial qui devra être présenté aux autorités administratives ou judiciaires chaque fois qu'elles en feront la demande.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.